



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Djamel BOUMAAZ, Pierre DUDIEUZERE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Joël VERA

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Rapport annuel politique de la ville 2018 - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés au sein de la Ville de Montpellier, le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

1. Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;
3. Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale à l'école ;
4. L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant ;
5. L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Organisé en 5 parties, le rapport présente la stratégie et les principales orientations des collectivités, les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du contrat de ville, un bilan des actions menées, par objectif opérationnel et par territoire ainsi qu'un bilan financier.

Dans un souci de lisibilité, seuls les principaux projets structurants mis en œuvre en 2018 pour chacun des objectifs opérationnels ont été détaillés. Ainsi, dans ce rapport, sont mis en avant au titre :

- **De l'organisation du développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers :**
 - La mobilisation des entreprises dans le cadre du PrOjet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) à travers la charte Entreprises et Quartiers (45 entreprises mobilisées) et la plateforme collaborative métropolitaine *Clauses sociales*, priorisant les publics des quartiers (150 entreprises concernées, 241 668 heures d'insertion réalisées par 439 salariés dont 43 % issus des QPV) ;
 - L'insertion professionnelle priorisant le public jeune des quartiers : chantier d'insertion Numérique *@t Work* porté par *Informatique Plus*, les commissions d'insertion et actions de proximité animées par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole avec 447 jeunes suivis en 2018 ;
 - Le développement économique urbain avec une offre d'accompagnement adaptée à différentes étapes du parcours de création-développement d'entreprise et, dans le quartier de la Mosson, une

« *fabrique à entreprendre* » en cours d'expérimentation. Il s'agit de la première plateforme entrepreneuriale d'Occitanie. Deux études distinctes ont par ailleurs été réalisées en 2018 par Argo&Siloe portant sur l'opportunité et la faisabilité d'un centre d'affaires des quartiers (CAQ), et le potentiel de développement économique et commercial dans le cadre du nouveau projet de renouvellement urbain Mosson ;

■ **De la mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain :**

- La poursuite du renouvellement urbain sur les quartiers du Petit Bard et du Centre et sa finalisation sur le quartier de la Mosson (ANRU 1) ;
- L'élaboration du projet de renouvellement urbain sur la Mosson et la copropriété des Cévennes ;
- Des opérations anticipées sur la Mosson : démolition de la tour d'Alembert, réhabilitation des résidences Lou Cap Dou Mail, Cérès et Gémeaux ;
- L'année 2018 marque la fin de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées (OPAH CD) sur la copropriété des Cévennes 1 ;

■ **De la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents :**

- La remobilisation des jeunes en risque de décrochage scolaire dans le cadre d'un partenariat entre associations, Education Nationale et entreprises avec notamment le projet ACTEURS porté par l'association ACTEURS en partenariat avec la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), UFOLEP, Unis-Cité et le lycée Jean Monnet ;
- L'accompagnement des collégiens dans la recherche de leur stage d'observation de 3^{ème}, dans le cadre d'un partenariat entre les associations, les entreprises et les collèges, au travers des actions portées par Cité citoyenne (Près d'Arènes), Génération Solidaires et Citoyennes (GSC) à la Mosson en lien les collèges des différents REP et REP+ ;
- Le repérage des enfants non-inscrits à l'école, action menée par le centre APAJ en partenariat avec l'Education nationale et le PRE. Cette action a notamment permis à l'Education Nationale de renforcer son protocole absentéisme pour le second degré et de le développer pour le 1^{er} degré ;
- Le soutien à la jeunesse avec par exemple la démarche engagée par UFOLEP et APS 34 qui animent la commission Jeunes du réseau Mosson depuis septembre 2015. Cette commission réunit une vingtaine de partenaires et mène une réflexion autour de l'offre de loisirs pour les jeunes de 12 à 17 ans. La commission a souhaité travailler en 2018 autour de l'offre éducative et de loisirs du territoire, notamment pendant les vacances d'été et le week-end. Leurs travaux ont abouti à une mutualisation des actions existantes sur le territoire, et au développement d'actions menées en partenariat durant les vacances scolaires. L'objectif était de rendre accessibles ces actions aux jeunes, de mutualiser et de rendre cohérente l'offre de loisirs pendant les vacances scolaires ;

■ **Du renforcement de l'accessibilité aux services et aux équipements :**

- La mobilisation des établissements culturels Ville et Métropole au service des habitants des quartiers de la politique de la ville pour favoriser l'accès à la culture et au sport (telles que les actions Ideas Box (médiathèque hors les murs), le projet DEMOS, la Zone Artistique Temporaire ;
- Le développement des projets liés à l'accès aux droits et plus spécialement à la lutte contre l'illectronisme (manque de connaissance des clés nécessaires à l'utilisation des ressources électroniques) comme celui, par exemple, de l'APAJ ;
- L'accès à la santé avec l'organisation d'un Forum Santé par Jasmin d'Orient ;

- **De l'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité :**
 - Les actions liées à la Prévention de la délinquance des jeunes, la lutte contre la récidive, la prévention des violences faites aux femmes, l'aide aux victimes, la tranquillité publique et au dialogue police population ;
 - Les actions d'amélioration du cadre de vie : en 2018, ce sont plus de 4,6 M€ qui ont été engagés par les bailleurs avec le soutien de l'Etat et des collectivités locales (Ville, Métropole, Département) pour améliorer la qualité du service rendu et le cadre de vie des locataires du parc social au sein des QPV.

De manière globale, le rapport 2018 de la politique de la ville fait état d'un engagement financier de l'ensemble des partenaires à hauteur de 3,582 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville et pour les projets déposés dans le cadre de l'appel à projets annuel (qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent aux enjeux du contrat de ville (2,67 M€)).

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville, mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants, notamment concernant l'éducation, le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion, l'accès aux droits mais aussi à la culture, la santé et les sports.

La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance du quartier Mosson/Hauts de Massane, avec 45,3% des financements accordés (la population représente 41,3 % de la population totale des quartiers prioritaires). Viennent ensuite le Petit Bard-Pergola (9,5%), Figuerolles (5,4%), Près d'Arènes (5%), les Cévennes (4,7%).

Les actions mises en œuvre soit à l'initiative des associations, soit à l'initiative des institutions sont nombreuses et pourtant souvent méconnues et peu visibles car relevant de l'humain et non de l'investissement opérationnel.

Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté en 2018 le cabinet Pluricité pour réaliser l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville autour de 3 questions transversales : le développement économique et l'emploi, la jeunesse et l'accès aux droits. Elle a également confié fin 2018 à un prestataire une mission d'accompagnement des conseils citoyens qui ont été renouvelés, en juin 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel politique de la ville 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110882-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport annuel sur la mise en oeuvre de la Politique de la Ville 2018 -pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.